

## Au scanner du dialogue social du Cap Estérias Une énième diversion de Jean Marie Ogandaga

La fin du septennat de toutes les contradictions donne des idées à certains pour s'en mettre plein les poches et distraire les agents publics. Le ministre de la Fonction publique a cru bon de convoquer certains syndicats à un face à face au Cap Estérias, à une vingtaine de kilomètres de Libreville, les 05 et 06 juillet 2016 dernier. Dans quel intérêt ? Seul lui peut répondre.

### Jérémie Akame Djinne

Jean Marie Ogandaga est un professionnel de la diversion. Point barre ! Et pour cause : au soir du discours à la Nation d'Ali Bongo, le 31 décembre 2014, dans lequel il annonçait l'augmentation des salaires pour compter du 31 janvier 2015, le ministre de la Fonction publique avait organisé un séminaire avec les partenaires sociaux, à l'exception de Dynamique unitaire (DU) de Jean Rémy Yama. Alors que les précédentes réunions n'ont pas satisfait les partenaires sociaux, voilà qu'il a organisé les 05 et 06 juillet dernier un dialogue social au Cap Estérias.

Justifiant cette nouvelle rencontre, Jean Marie Ogandaga a précisé que « le dialogue social constitue donc un chantier prioritaire de la

Fonction publique qui ambitionne de sortir d'une vision trop centralisée, vers un mode de fonctionnement participatif, plus souple et à travers lequel les partenaires sociaux et l'Etat-employeur peuvent avancer, main dans la main, sans remise en cause des rôles qui incombent à chacun ». Pur verbiage d'homme qui a convoqué ses compatriotes syndiqués pour leur commander, comme s'ils étaient ses sujets, que « la satisfaction des usages et la qualité des services publics étant des objectifs essentiels pour notre administration, il importe, à ce titre, que nous déterminions, ensemble, par quel mécanisme nous pouvons les garantir ».

Wilfried-Erisco Mvou Ossias, président de l'Union générale de la comptabilité publique et du Trésor



Jean Marie Ogandaga, bénéficiaire d'un article 23 illégal, est incapable de promouvoir la morale au sein de l'administration.

(UGTCPT), a affirmé : « le dialogue social du Cap Estérias a duré deux jours, les 05 et 06 juillet dernier. Ce fut une perte de temps, car ce qui s'est dit n'est que ce que nous avons fait à Angondjé et que

l'on a rangé dans les tiroirs. Sentant la forte pression sociale, le gouvernement a choisi cette énième distraction. Il a adressé des correspondances à certains syndicats et d'autres se sont

imposés parce qu'ils ont estimé que, s'il y a dialogue social, cela concernerait tout le monde ». Et de poursuivre : « Nous avons clairement signifié au gouvernement son rôle dans la dégradation du climat social actuel où l'agent public est précarisé. Une intervention a marqué cette rencontre, celle de l'agent judiciaire de l'Etat qui a rappelé la grande responsabilité des différents ministres et administrateurs, en fait la cour du Roi, dans la dette abyssale de l'Etat envers les agents publics. Sur dix affaires contre l'Etat, neuf sont remportés par les agents publics. C'est dire que le dysfonctionnement de l'administration contribue à la dégradation du climat social. En 2015, le contentieux de l'Etat était de 3 milliards, mais l'enveloppe a explosé. Si les responsables

administratifs prenaient la peine de respecter l'essentiel, on n'en serait pas là. Cette rencontre fut une simple répétition de ce qui s'est passé à Angondjé. C'était du déjà entendu et du déjà vu. Il n'avait plus rien à proposer aux partenaires sociaux. Surtout pour les syndicats jaunes abonnés à la destination de Genève qui ne disent jamais ce qui se décide là-bas. On a tout de même noté l'absence remarquée des PME-PMI, de la direction de la pêche, de la direction du Trésor, et du ministère de l'Education nationale... ».

Cette excursion du Cap Estérias n'a servi à rien, se désole la clameur populaire. Si ce n'est pour justifier la sortie et la dépense de sommes d'argent faramineuses. Dans tous les cas, ce septennat aura montré toutes ses limites. ■